



Franciscans International
A voice at the United Nations



Franciscans International
Rapport Annuel 2017

Imprint

Franciscans International: 37-39 rue de Vermont, P.O. Box 104, CH-1211 Genève 20, Suisse,
T +41 22 779 40 10, F +41 22 779 40 12, geneva@fiop.org


Conception graphique:  **meinhardt** Verlag und Agentur, Magdeburgstraße 11, 65510 Idstein, Allemagne,
T +49 61 26 9 53 63-0, F +49 61 26 9 53 63-11, info@meinhardt.info

Photo de couverture: © UNHCR/Markel Redondo

Genesis A. Cerrato, 16 ans, pose avec son fils d'un an dans la pièce qu'ils louent à Tenosique, au Mexique. Genesis et sa famille ont fui la violence croissante au Honduras, leur pays natal.

Franciscans International Rapport Annuel 2017

Introduction	
Le Mot du Président	4
Le mot du Directeur exécutif	5
À propos de Franciscans International	7
Engagement mondial	9
Programmes régionaux	
Programme Afrique	13
Programme Amériques	17
Programme Asie-Pacifique	21
Finances	
Rapport Financier 2017	24
Aidez-nous à protéger les droits de l'homme	25
Remerciements aux donateurs	25
L'équipe de Franciscans International	26
Conseil d'administration international	26



/ Le mot du Président /

En tant que président du Conseil d'administration international de Franciscans International, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2017. Cette publication décrit les principales activités de notre organisation. Elle met en évidence l'ampleur, la profondeur et l'impact de notre travail, et fournit un point d'entrée dans notre travail de plaidoyer au niveau local et international.

En 2016, après une évaluation de l'organisation, Franciscans International a développé une stratégie institutionnelle sur quatre ans, dont 2017 a été la première année de mise en œuvre. Cette stratégie fixe des objectifs à la fois pour le travail de plaidoyer et le développement organisationnel.

Dans ce cadre, Franciscans International a décidé d'accroître sa capacité à avoir un impact à plusieurs niveaux. En collaboration avec l'équipe de direction et conformément au Plan stratégique 2017-2020, nous avons engagé une personne à New York pour nous représenter aux Nations Unies, renforçant ainsi notre présence sur place en matière de plaidoyer.

De plus, nous avons développé un programme de sensibilisation destiné à la Famille franciscaine, incluant une opportunité de stage pour les frères et sœurs franciscains. Il vise à permettre au/à la stagiaire de mieux comprendre le travail de Franciscans International et de communiquer efficacement la relation étroite entre le charisme franciscain et les droits de l'homme.

Au nom du Conseil d'administration international de Franciscans International et de la Conférence de la Famille franciscaine, je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à rendre notre travail possible. Je voudrais notamment mentionner les congrégations et les ordres franciscains qui continuent à soutenir le ministère commun de la Famille franciscaine, les fondations et agences de financement, nos partenaires et tous ceux qui ont collaboré avec Franciscans International. Enfin, je tiens particulièrement à remercier le personnel et la direction pour leur excellent travail et leur dévouement.

Que Dieu continue à bénir notre importante mission!

Joseph Rozansky, OFM

Président, Conseil d'administration international de Franciscans International

/ Le mot du Directeur exécutif /

Tout au long de l'année 2017, la dignité humaine, le principe d'égalité et les droits de l'homme ont été attaqués sans relâche de par le monde. Du Japon aux Philippines, de la frontière mexicaine à la République démocratique du Congo, la violence politique et les violations des droits de l'homme ont sans cesse fait la une des journaux.



Depuis de nombreuses années, Franciscans International est à l'avant-garde de la défense des droits de l'homme et de l'environnement, plaidant au nom des communautés auprès des Nations Unies et d'autres acteurs clés au niveau national et international.

Avec l'arrivée dans son équipe d'une Représentante auprès des Nations Unies à New York, Franciscans International renforce sa présence, son profil et son engagement en matière de plaidoyer au sein des principaux processus internationaux d'élaboration des politiques, tels que le Pacte mondial des Nations Unies pour la migration et les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Parallèlement, grâce aux efforts d'un stagiaire franciscain affecté à notre programme de sensibilisation, nous avons intensifié notre communication avec la Famille franciscaine à travers le monde.

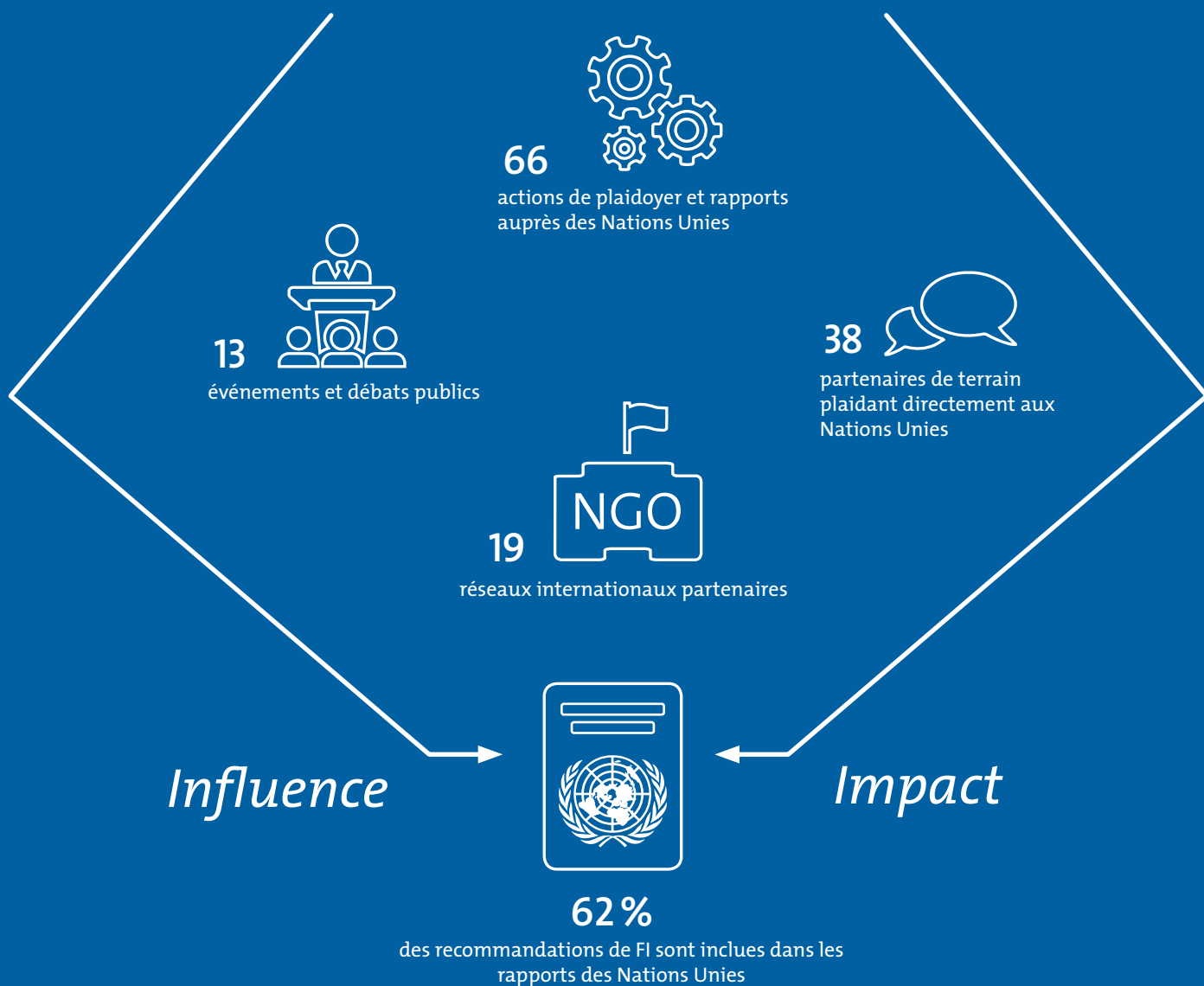
2017 a également été l'année durant laquelle le personnel de Franciscans International s'est rendu à Assise pour parfaire sa compréhension de l'origine du charisme franciscain. Là, avec le Conseil d'administration international – qui représente la Famille franciscaine dans son entièreté – les membres du personnel ont pu s'inspirer de la vie et des actions de François et Claire pour mener à bien leur travail en faveur des droits de l'homme.

Enfin, en tant que Directeur exécutif, et au nom de tout le personnel, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail important. En particulier, les ordres et congrégations franciscains, les agences de financement, nos partenaires et tous nos collaborateurs. Sans ce soutien, Franciscans International ne serait pas en mesure de travailler à la création d'une communauté mondiale où la dignité de chaque personne est respectée, où les ressources sont partagées équitablement, où l'environnement est durable et où les nations et les peuples vivent en paix.

Markus Heinze, OFM

Directeur exécutif, Franciscans International

Franciscans International en quelques chiffres





/ À propos de Franciscans International /

Depuis près de 30 ans, Franciscans International œuvre sans relâche pour attirer l'attention des décideurs politiques sur les problématiques relatives aux droits de l'homme auxquelles sont confrontés nos partenaires franciscains et laïcs sur le terrain.

Franciscans International travaille avec la société civile dans plus de 30 pays sur quatre continents et s'attaque à certaines des questions les plus urgentes en matière de droits de l'homme aujourd'hui.

Au cœur de la mission de Franciscans International se trouve la croyance en la dignité de tous les peuples, incarnée dans un engagement à protéger et préserver les droits de l'homme et l'environnement. Nous utilisons le plaidoyer comme un outil pour combattre et réprimer les violations des droits de l'homme, et pour réaffirmer le rôle central des droits humains dans la formulation et l'élaboration des politiques publiques nationales et internationales. Nous pensons que les droits de l'homme doivent être au cœur de tous les processus politiques, en particulier ceux liés au développement international, à l'environnement et à la sécurité.

Avec des bureaux à Genève et à New York, Franciscans International a un rôle important à jouer pour dénoncer les violations des droits de l'homme et soutenir efficacement leurs défenseurs. Nous sommes en mesure de remplir notre mission de promotion de la justice sociale, de la justice environnementale et de la paix grâce à un plaidoyer basé sur des faits, aux débats et au renforcement de compétences, mais aussi, et surtout, en donnant à nos partenaires la possibilité de soumettre directement aux Nations Unies les violations des droits de l'homme affectant leurs communautés.

Franciscans International œuvre sous le parrainage de la Conférence de la Famille franciscaine (CFF), laquelle est composée des Ministres généraux des Conventuels (OFM Conv.), des Capucins (OFM Cap.), de l'Ordre des Frères Mineurs (OFM), du Tiers Ordre Régulier (TOR), de la Conférence franciscaine internationale des Sœurs et des Frères du Tiers Ordre Régulier (IFC-TOR) et des Franciscains séculiers (OFS). Le Conseil d'administration international, dont font partie des représentants de chacune des branches de la Conférence de la Famille franciscaine et un représentant de la Société de Saint-François (communauté franciscaine anglicane), supervise les activités de Franciscans International pour s'assurer que l'organisation soutient et maintient l'engagement de la Famille franciscaine envers la justice et la paix dans le monde.

Franciscans International est un organisme à but non lucratif qui fonctionne uniquement grâce à des dons généreux de sources publiques, privées et franciscaines.

© UN Photo/Cia Pak
L'Assemblée Générale de l'ONU, à New York, lors d'un segment marquant le premier anniversaire de l'adoption de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable.



© UN Photo/Manuel Elias
Le drapeau des Nations-Unies flottant au vent un jour d'été.



UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

Un engagement mondial

Le plan stratégique 2017-2020 de Franciscans International définit clairement les grandes priorités thématiques et met en avant les enjeux relatifs aux droits de l'homme pour lesquels les processus mondiaux des Nations Unies s'avèrent pertinents.

Les principaux objectifs poursuivis par Franciscans International dans ces différents processus consistent à défendre et intégrer les droits de l'homme dans les politiques des États, et à plaider en faveur d'une protection accrue, notamment en ce qui concerne les personnes et groupes marginalisés et défavorisés.

Les droits de l'homme dans les débats mondiaux

Afin d'atteindre ces objectifs, outre son engagement continu à Genève, Franciscans International a renforcé l'équipe de son bureau de New York pour mieux suivre et contribuer aux différents processus mondiaux qui se déroulent au siège des Nations Unies.

En collaboration avec divers partenaires, Franciscans International s'est efforcé de promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Plus précisément, nous avons entrepris de documenter et d'évaluer de manière critique le lien entre les obligations actuelles des États en matière de droits de l'homme et leur mise en œuvre des ODD. Nous avons également plaidé auprès des États et d'autres acteurs à Genève et à New York pour un rôle plus actif des mécanismes de protection des droits de l'homme dans le suivi et la surveillance des ODD.

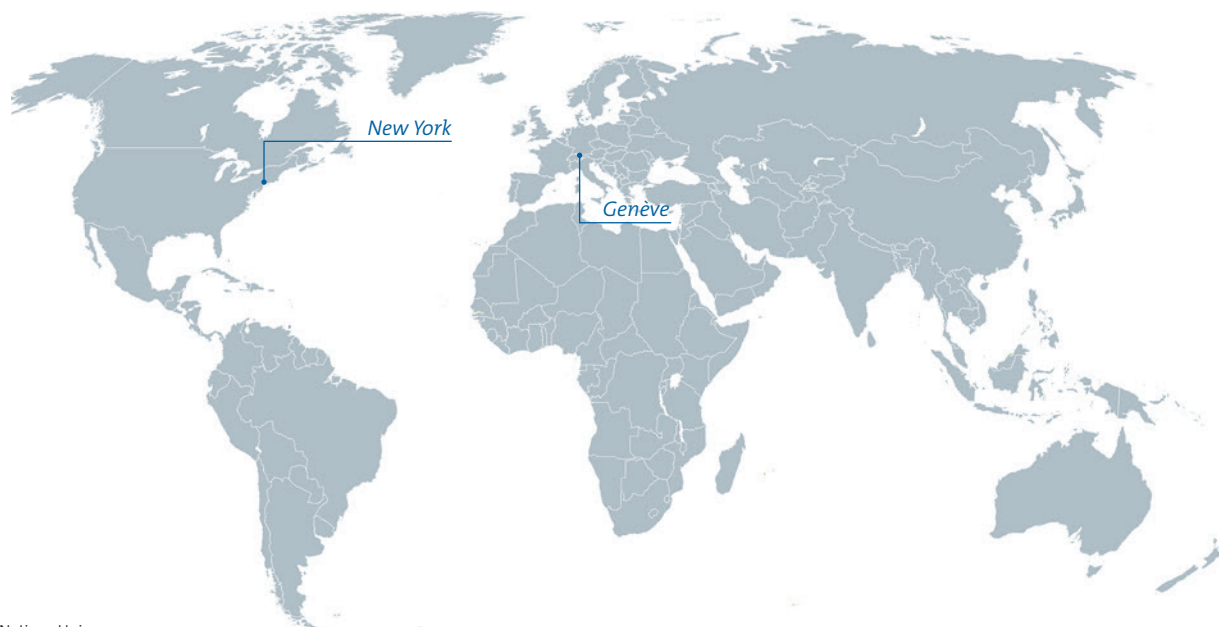
En 2017, tant durant la COP 23 à Bonn qu'auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Franciscans International a continué à soulever la question de la relation entre le changement climatique et les droits de l'homme. Dans ce domaine, Franciscans International a concentré ses efforts sur le sujet des déplacements et de la migration liés aux effets du changement climatique et de la lente apparition de la crise environnementale.

Notre engagement dans les processus mondiaux s'est également manifesté par notre remise en question du caractère répressif des réponses données aux défis mondiaux, tels que la migration, la criminalisation des protestations sociales et la pauvreté.

C'était une formation didactique avec des formateurs compétents sur des questions telles que l'éradication de la pauvreté et les ODD. Je veillerai à transférer cette expérience de formation à ma communauté dans le bidonville de Mukuru.

Evans Omondi,
Chef de communauté,
bidonville de Mukuru, Nairobi, Kenya

Bureaux de Franciscans International



Le travail de Franciscans International à l'ONU est une grande source de fierté et d'encouragement pour moi et mes frères.

Clark Berge, SSF,
membre du Conseil
d'administration international

Merci à FI de nous aider sur le terrain et de faciliter notre travail au niveau de l'ONU. Continuez sur cette voie.

Sr Anne Célestine Achieng, FSSJ,
Membre du Conseil d'administration,
Justice Paix et Intégrité de la Création
Franciscains Afrique, Kenya

La voix des communautés locales

Afin de rendre ces processus mondiaux plus pertinents pour les communautés affectées, Franciscans International a assuré la participation directe de personnes vivant dans l'extrême pauvreté aux forums internationaux traitant du développement durable. De même, nous avons assuré la participation de partenaires nationaux au débat international sur la responsabilité des entreprises.

Ainsi, M. Evans Omondi, un représentant des habitants du bidonville de Mukuru à Nairobi (Kenya) a rejoint Franciscans International au Forum politique de haut niveau sur le développement durable à New York, en juillet 2017.

L'engagement de M. Omondi est le résultat du travail accompli par les partenaires de Franciscans International sur le terrain, au Kenya, en utilisant le Manuel sur l'extrême pauvreté intitulé « Faire des droits de l'homme une réalité pour les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté » (publié par le mouvement international ATD Quart Monde et Franciscans International en 2015) comme un outil de changement. Les communautés de Mukuru ont développé leur propre stratégie et se sont engagées dans un plaidoyer direct auprès des autorités locales pour améliorer leur situation en termes d'accès aux infrastructures et de sécurité foncière.

En tant que membre et représentant de la communauté de Mukuru, M. Omondi a pu observer comment le Kenya a présenté ses initiatives pour lutter contre l'extrême pauvreté à la communauté internationale. Selon lui, l'accès à ce processus international l'a renforcé dans sa volonté de plaider auprès des autorités locales.

Soutenir le développement des capacités de nos partenaires

Franciscans International estime essentiel de faire entendre les voix des communautés locales dans les processus mondiaux, d'aider ces personnes à prendre la parole et de favoriser leur implication directe dans les processus internationaux d'élaboration de politiques qui les concernent. C'est pourquoi nous aidons nos partenaires à développer leurs compétences et à partager leurs expériences entre eux. En septembre 2017, onze participants de dix pays à travers le monde se sont réunis dans les bureaux de Franciscans International à Genève pour participer à une formation sur les droits de l'homme, les ODD et le changement climatique. Les participants ont partagé leurs expériences sur l'extrême pauvreté, l'accaparement des terres, l'eau et l'assainissement, et les abus commerciaux. Ils ont échangé avec des experts internationaux et identifié des moyens stratégiques pour collaborer avec l'ONU à New York et à Genève. Pour mettre la théorie en pratique, certains participants ont profité de leur présence à Genève pour faire du lobbying auprès des missions diplomatiques et rencontrer les équipes de rapporteurs spéciaux des Nations Unies. Nos partenaires ont quitté la session de formation en ayant perfectionné leurs connaissances techniques, mais aussi élaboré des plans d'action plus concrets. Plusieurs des projets abordés lors des différentes sessions de formation sont en cours de réalisation, à l'instar d'un séminaire régional de suivi qui a eu lieu en Ouganda en décembre 2017.

Documenter les violations spécifiques des droits de l'homme

Au cours de l'année écoulée, Franciscans International a également poursuivi son travail de documentation et de dénonciation des violations des droits de l'homme affectant des communautés spécifiques ainsi que les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme survenant dans le cadre de stratégies nationales de croissance et de développement, tels que les mégaprojets d'exploitation minière, les barrages et les complexes industriels.



Franciscans International et ses partenaires ont notamment publié deux études de cas portant sur des projets miniers en République démocratique du Congo et au Pérou.

Ces travaux de recherche dénonçant les violations des droits de l'homme et les dommages environnementaux causés par les industries extractives ont constitué un aspect important de notre engagement au sein du Groupe de travail intergouvernemental des Nations Unies sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'homme (IGWG) lequel s'est tenu à Genève en octobre 2017. De concert avec des partenaires de longue date, nous avons plaidé en faveur de l'élaboration de futures règles internationales contraignantes visant à renforcer la responsabilité des entreprises en matière de violations des droits de l'homme.





Regional Programs

/ Programme Afrique /

L'engagement de Franciscans International en Afrique au cours de l'année écoulée a porté avant tout sur les questions de sécurité, les droits environnementaux, l'extrême pauvreté et la protection des droits des femmes et des enfants.

République démocratique du Congo

La crise politique en République démocratique du Congo (RDC) - où la démocratie est menacée et où la violence ainsi que les violations des droits de l'homme sont récurrentes - a fait l'objet d'un examen minutieux et d'un travail de plaidoyer.

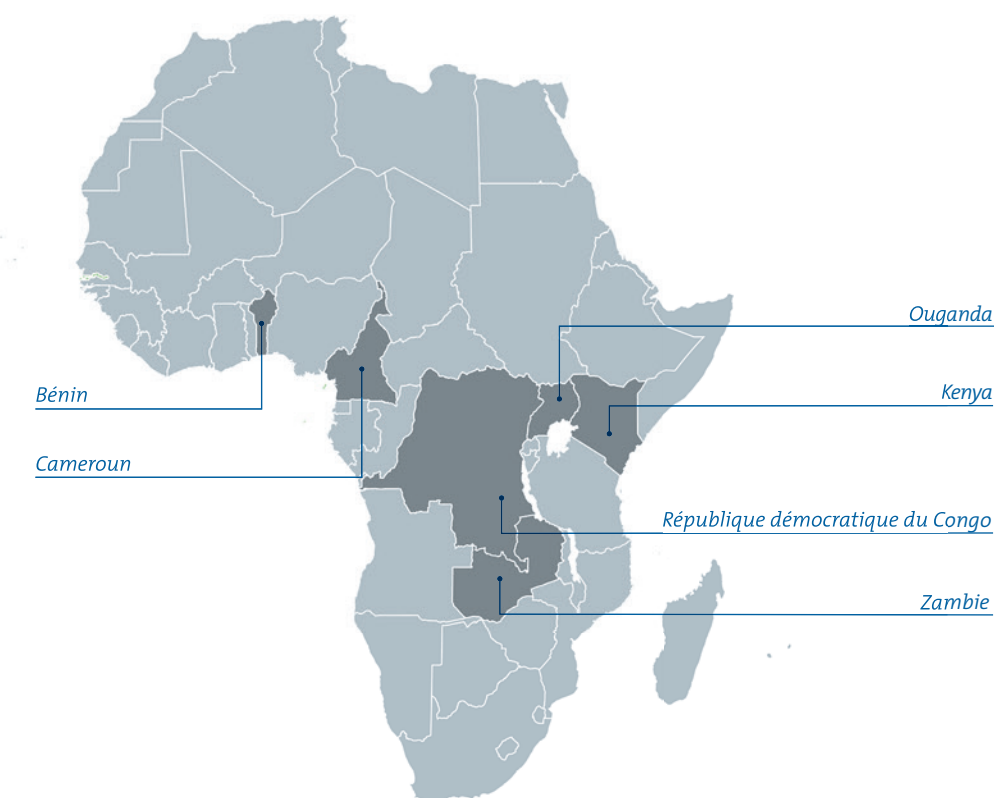
La situation dans la région du Kasai, où des milliers de personnes ont été massacrées et où 1,4 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, est particulièrement préoccupante. En partenariat avec la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), Franciscans International s'est efforcé de placer cette crise au premier plan du débat international.

Au cours de la 35e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'ONU, Franciscans International a organisé une conférence avec la participation de Mgr Fridolin Ambongo Besungu, Vice-président de CENCO. Il a donné son point de vue sur la situation politique dans le pays et plaidé en faveur d'une enquête internationale indépendante sur les atrocités commises dans la région du Kasai. À la fin de la 35e session, le CDH a décidé d'envoyer une équipe d'experts internationaux en RDC pour mener une enquête sur les allégations de violations des droits humains et d'abus commis dans la région du Kasai.



© FI/Christian Seno
Mgr. Fridolin Ambongo Besungu, vice-président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO).

Pays cibles



La valeur ajoutée de Franciscans International consiste à nous mettre en contact avec les organes compétents des Nations Unies et à nous soutenir dans la rédaction de nos documents de plaidoyer. Grâce à cela, notre plaidoyer a trouvé un écho à l'ONU.

Cyrille Ebotoko Longomo,
Commission Justice et Paix de la
Conférence épiscopale nationale du
Congo (CENCO), RDC

La collaboration avec Franciscans International a fait la différence en me permettant de faire partie de ceux qui ont soulevé les problèmes de violence basée sur le genre auxquels ma communauté est confrontée dans le bidonville de Mukuru lors du Comité de la CEDEF, à Genève.

Anastasia Wakonyo,
Représentante, Wangukanja
Foundation, Bidonville de Mukuru,
Nairobi, Kenya

Zambie

Franciscans International est également engagé en Zambie, où l'organisation s'est associée à l'Assemblée des femmes rurales pour plaider en faveur du respect des droits humains fondamentaux de la population touchée par l'exploitation minière.

La Zambie est un pays riche en ressources naturelles, et dont l'économie a toujours été fortement tributaire de l'exploitation minière. Cependant, la richesse produite par ce secteur n'a pas été redistribuée équitablement. De fait, la Zambie est un pays dans lequel une grande partie de la population vit dans une pauvreté extrême et dans lequel les niveaux d'inégalité sont élevés.

L'exploitation minière a également un impact négatif sur l'environnement dans les secteurs d'exploitation actuels et passés. Les preuves recueillies sur le terrain montrent comment, au cours des dernières décennies, des communautés ont été déplacées de force de leurs terres ancestrales pour ouvrir la voie à des projets miniers. Ces communautés, dont certaines ont été expulsées de leurs maisons dès 2005, n'ont pas reçu d'indemnisation adéquate et luttent toujours pour protéger leurs droits fondamentaux.

Ainsi, dans la majorité des communautés touchées, les déchets issus de l'exploitation minière à grande échelle ont pollué les nappes phréatiques, rendant l'eau impropre à la consommation et l'irrigation des champs presque impossible. La pollution provenant des industries extractives en Zambie a de graves répercussions sur le droit à la santé, à l'eau et à une alimentation adéquate de la population, affectant en particulier les petits agriculteurs et les femmes.

Franciscans International et ses partenaires ont plaidé pour un changement de politique et pour l'introduction de garanties environnementales au niveau international. Cet effort a abouti à la présentation d'un rapport à l'Examen périodique universel (EPU) de la Zambie mettant en évidence les problèmes liés à l'exploitation minière. À la suite de cette action de plaidoyer, les États ont recommandé à la Zambie d'assurer la participation effective des communautés touchées aux processus de prise de décisions les concernant.

Bénin

Franciscans International s'est également fortement impliqué pour protéger les droits de l'enfant tout au long de l'année 2017. Nous avons notamment continué à travailler sur la question de l'infanticide rituel dans le nord du Bénin. Cette pratique consiste en l'assassinat de nourrissons qui, en raison de leur naissance jugée « anormale », sont considérés comme des enfants sorciers. Sont particulièrement touchés les enfants nés avec des défauts physiques, ceux dont la naissance a provoqué la mort de leur mère ainsi que ceux nés dans une position inhabituelle.

Pour attirer l'attention de la communauté internationale sur cette pratique, Franciscans International a concentré ses efforts de plaidoyer sur l'EPU du Bénin. Dans ce cadre, nous avons fourni une assistance technique à nos partenaires sur le terrain pour l'organisation de la première pré-session de l'EPU au niveau national, à Cotonou, au Bénin, réunissant des acteurs de la société civile et des représentants diplomatiques. De même, Franciscans International a facilité la participation de Franciscains-Bénin aux activités de lobbying, ainsi que leur participation à la session de l'EPU aux Nations Unies à Genève. Ces efforts ont permis d'obtenir l'engagement du gouvernement du Bénin à prendre des mesures pour assurer la mise en œuvre effective du nouveau Code de l'enfant, lequel prévoit la protection de tous les enfants contre tout préjudice, dont l'infanticide rituel.





© UNHCR/John Wessels
Sœur Godelieve fait partie des nombreuses religieuses qui servent à manger à des enfants originairement du Kasai, déplacés à l'intérieur de la RDC, à Kananga.

Mukuru, Nairobi, Kenya

De nombreuses femmes et filles sont quotidiennement confrontées à la violence basée sur le genre, en particulier lorsqu'elles vivent dans des conditions d'extrême pauvreté où les services de base font défaut. Mukuru en est un exemple : dans ce bidonville de Nairobi, au Kenya, l'accès aux sanitaires, à l'eau potable et aux centres de soins est une lutte quotidienne.

Mme Anastasia Wakonyo, assistante juridique de la Fondation Wangukanja - une organisation basée à Mukuru, dédiée au soutien des victimes de violence sexuelle et partenaire de Franciscans International - explique : « À Mukuru, si vous devez aller aux toilettes la nuit, il n'y a pas de lumière et il n'y a pas de services à proximité, vous devez donc aller dans un endroit isolé dans l'obscurité. C'est là que se produisent la plupart des violences sexuelles ».

Malgré l'ampleur et le caractère récurrent des violences basées sur le genre dans les bidonvilles, le gouvernement du Kenya n'a pas encore réagi efficacement à ce problème. La tâche d'assurer un soutien juridique, psychologique et médical aux victimes de violences sexuelles repose sur les refuges communautaires comme celui dans lequel Mme Wakonyo travaille.

Franciscans International s'est efforcé de faire entendre la voix des communautés concernées pour plaider en faveur d'un changement de politique au niveau national. C'est dans ce contexte que Mme Wakonyo s'est rendue à Genève pour assister à l'examen du Kenya par la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Notamment grâce au travail de plaidoyer de Franciscans International, le CEDEF a recommandé au gouvernement du Kenya d'adopter des mesures garantissant que les formulaires nécessaires pour dénoncer les cas de violence sexuelle soient rendus gratuits. En outre, le Comité a recommandé que le Kenya dispense aux autorités policières une formation adéquate sur les droits des femmes et augmente le nombre de refuges fournissant une assistance aux victimes de violences sexuelles.

« Je suis si fière d'avoir représenté ma communauté en tant que défenseuse des droits de l'homme, et je suis particulièrement heureuse de constater que la violence que les femmes subissent dans les bidonvilles a été prise en compte dans le rapport du CEDEF. J'espère que le gouvernement prendra des mesures et veillera à ce que ce qui a été énoncé par le CEDEF soit respecté », a déclaré Mme Wakonyo.



/ Programme Amériques /

L'engagement de Franciscans International dans les Amériques s'est focalisé sur quelques-uns des problèmes les plus révélateurs de la situation des droits de l'homme sur ce continent. Au cours de l'année écoulée, le bureau des Amériques a principalement œuvré pour la protection des populations à risque, notamment les migrants, les réfugiés, les populations autochtones et les communautés touchées par les industries extractives. Les thématiques touchant à la justice environnementale ont aussi été une préoccupation majeure de Franciscans International en 2017.

Haïti

Les problèmes dus au non-respect des droits de l'homme en Haïti, tels que l'absence de réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, touchent la majorité de la population de l'île. A ces problèmes s'ajoutent ceux que représentent la dégradation importante de l'environnement et la vulnérabilité du pays au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

En 2017, Franciscans International a travaillé au renforcement de son partenariat avec la Commission épiscopale nationale Justice et Paix (CE-JILAP) d'Haïti et avec la Famille franciscaine d'Haïti. Ce travail s'est déroulé dans le cadre d'un effort concerté pour protéger les droits des populations à risque, en particulier les personnes privées de liberté et les personnes touchées par des catastrophes naturelles. Cette action de plaidoyer a été partagée en deux axes de travail, un premier sur le terrain et un second au sein des organisations internationales des droits de l'homme.

Le premier axe de travail a impliqué une visite en Haïti, où il a été possible de recueillir des preuves ainsi que de rencontrer directement les personnes affectées et différents partenaires. La situation dramatique du Pénitencier national de Port-au-Prince, où 42 personnes sont mortes pendant leur détention dans les semaines qui ont précédé la visite, est un symbole de la gravité du problème et de la nécessité d'une action immédiate.

En tant que partenaire, Franciscans International nous accompagne dans toutes les démarches que nous menons pour parvenir à un monde juste, où le droit de migrer et de ne pas migrer dans des conditions dignes est respecté.

Tomás González Castillo, OFM,
Fondateur, La 72 Hogar Refugio
Para Personas Migrantes,
Tenosique, Mexique

Pays cibles



L'invitation de Franciscans International à participer à un événement sur l'immigration vénézuélienne [au Brésil] à l'ONU à Genève, a permis de rendre visible ce qui se passe à Roraima et nous a fait comprendre la nécessité de documenter avec plus de soin tout le travail qui a été fait. [...] Avec votre aide, il a été possible de mieux nous organiser. [...] Nous sommes également parvenus, avec la visibilité que vous nous avez donnée, à développer un partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations, le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le ministère du Travail brésilien.

Sœur Telma Lage,
Missionárias de Nossa Senhora das
Dores, coordinatrice du Centre pour
les migrations et les droits de l'homme
du diocèse de Roraima

Pour ce qui est du second axe de travail, nous avons dénoncé la situation aux organisations internationales des droits de l'homme, y compris les Nations Unies. Nous avons notamment prononcé des déclarations orales à l'occasion de la 34e session du Conseil des droits de l'homme et soumis à divers Rapporteurs spéciaux des Nations Unies des rapports documentant la violence constatée dans le Pénitencier national. Enfin, profitant de sa visite en Haïti, le Coordinateur régional a contribué à une formation à laquelle plus de 20 personnes venues de tout Haïti ont participé.

Mexique

Les droits des migrants et des réfugiés se sont également retrouvés au cœur du travail de Franciscans International dans les Amériques.

Franciscans International a continué son travail visant à garantir les droits des centaines de milliers de personnes fuyant la violence et la pauvreté au Honduras, au Salvador et au Guatemala à migrer et à chercher refuge au Mexique. Dans ce contexte, nous avons soutenu le plaidoyer mené par La 72 Hogar Refugio Para Personas Migrantes (La 72), un projet franciscain basé à Tenosique, au Mexique. La 72 est l'un des plus grands refuges pour les migrants et les réfugiés de ce pays ; il fournit un soutien juridique, sanitaire et psychologique aux personnes en déplacement.

Les données et les informations recueillies dans le cadre de ses activités quotidiennes ont joué un rôle essentiel dans la défense des droits des migrants et des réfugiés auprès de l'ONU à Genève. La 72 et Franciscans International ont notamment collaboré pour l'organisation d'un événement en marge de la 35e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ayant pour but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des migrants et des réfugiés dans le triangle du Nord centraméricain. En outre, Franciscans International a présenté une demande d'appel urgent aux Rapporteurs spéciaux sur le logement convenable et sur les personnes déplacées dans leur propre pays. Dans le cadre de l'examen du Mexique, en collaboration avec La 72 et d'autres partenaires basés à Genève, nous avons également soumis un rapport sur les défenseurs des droits de l'homme travaillant avec les migrants au Comité des travailleurs migrants.

Le Salvador

Des violations de droits de l'homme liés à l'environnement, tels que le droit à l'eau et le droit à un environnement sain, ont également eu lieu dans les Amériques. Le cas du Salvador se distingue des autres cas portés par Franciscans International à l'attention de la communauté internationale.

L'exploitation des métaux au Salvador, bien qu'elle ne soit plus pratiquée à l'échelle industrielle depuis des décennies, continue d'avoir des conséquences très graves pour le pays. Ainsi, plus de 90 % des eaux superficielles sont fortement polluées et la déforestation y est la plus importante dans les Amériques, après Haïti. Depuis 2004, des mouvements citoyens - dont la Famille franciscaine - œuvrent au Salvador pour interdire l'exploitation des mines de métaux. Début 2017, après un long travail de plaidoyer au niveau local, une loi interdisant l'exploitation des mines de métaux a été adoptée par le congrès national.

Franciscans International, avec ses partenaires franciscains salvadoriens, s'est engagé dans un plaidoyer au niveau de l'ONU pour faire pression sur le gouvernement du Salvador et obtenir la mise en œuvre de cette loi. Dans ce but, Franciscans International a également organisé un événement en marge de la 36e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur l'impact de l'exploitation minière sur les ressources environnementales, aquatiques et humaines, la durabilité et les eaux transfrontalières.





© MSF/Anna Surinyach
Des migrants d'Amérique centrale voyageant en train au Mexique.

Roraima, Brésil

Le bureau des Amériques a beaucoup travaillé pour mieux faire connaître et protéger les droits des migrants du Venezuela qui se rendent dans le nord du Brésil. Avec l'aide de partenaires sur le terrain, de nombreuses questions liées à la protection des migrants et aux droits des populations autochtones ont été abordées.

La crise migratoire dans l'Etat du Roraima, au Brésil, est une conséquence directe de la crise politique et économique au Venezuela. La majorité des personnes qui quittent le Venezuela pour le Brésil cherchent à garantir leurs droits fondamentaux et un avenir pour elles-mêmes et leurs enfants.

Franciscans International, en collaboration avec sœur Telma Lage du Centre pour les migrations et les droits de l'homme du diocèse de Roraima, l'un de nos partenaires brésiliens, a défendu les droits et la protection des migrants à l'ONU à Genève. Nous avons organisé un événement en marge de la 35e session du

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, donné une présentation aux Rapporteurs spéciaux sur les droits humains des migrants et sur les droits des peuples autochtones et adressé une communication ciblée aux représentants des États membres des Nations Unies à Genève. La pression nationale et internationale a poussé le ministre brésilien de la Santé à annoncer que le gouvernement fédéral allait transférer 12 millions de reais (3,7 millions USD) à l'État de Roraima pour aider à faire face à l'afflux de migrants en provenance du Venezuela. De même, le ministre brésilien de la Justice a annoncé que la police fédérale augmenterait sa présence près de la frontière avec le Venezuela pour améliorer les services qu'elle fournit aux migrants.

Enfin, grâce à son travail de plaidoyer avec Franciscans International, le Centre pour les migrations et les droits de l'homme du diocèse de Roraima a reçu 40 000 USD de l'Organisation internationale pour les migrations, somme qui sera utilisée pour fournir des services directs aux migrants. Le centre a également signé un accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et un partenariat avec le ministère brésilien du Travail.

BAWAL
MAGSAKAY AT MAGBABA
NG PASAHERO DITO



/ Programme Asie-Pacifique /

Au cours de l'année écoulée, Franciscans International s'est autant engagé sur des problématiques connues de longue date que sur des besoins émergents en Asie-Pacifique. Les exécutions extrajudiciaires, la justice transitionnelle, la liberté d'expression, les droits des peuples autochtones et les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés sont les principaux sujets sur lesquels Franciscans International a travaillé.

Philippines

Les Philippines traversent une période de violence intense cautionnée par le gouvernement, contre son propre peuple. En effet, la « guerre contre la drogue » lancée par le Président Duterte en 2016 a d'ores et déjà entraîné la mort de milliers de personnes, la plupart suite à des exécutions extrajudiciaires menées dans un contexte d'impunité institutionnelle. Bien que cette « guerre » ait pour cible les trafiquants et toxicomanes, beaucoup de personnes innocentes, telles que des habitants pauvres des grandes villes philippines ainsi que des enfants, sont à déplorer parmi les victimes.

Attirer l'attention de la communauté internationale sur la problématique des exécutions extrajudiciaires – et des massacres qui en découlent – et faire en sorte que cette attention se traduise par une pression internationale sur le gouvernement philippin a été au centre des préoccupations de Franciscans International.

Ces efforts ont été récompensés par l'adoption d'une déclaration conjointe au Conseil des droits de l'homme de 39 États membres des Nations Unies appelant au respect des droits de l'homme ainsi que par la formulation de plus de 50 recommandations sur les exécutions extrajudiciaires lors de l'Examen périodique universel des Philippines. Franciscans International a également apporté son soutien à la Conférence des évêques catholiques des Philippines, laquelle a rejoint le mouvement demandant l'arrêt immédiat des massacres et le respect des droits de l'homme dans le pays.

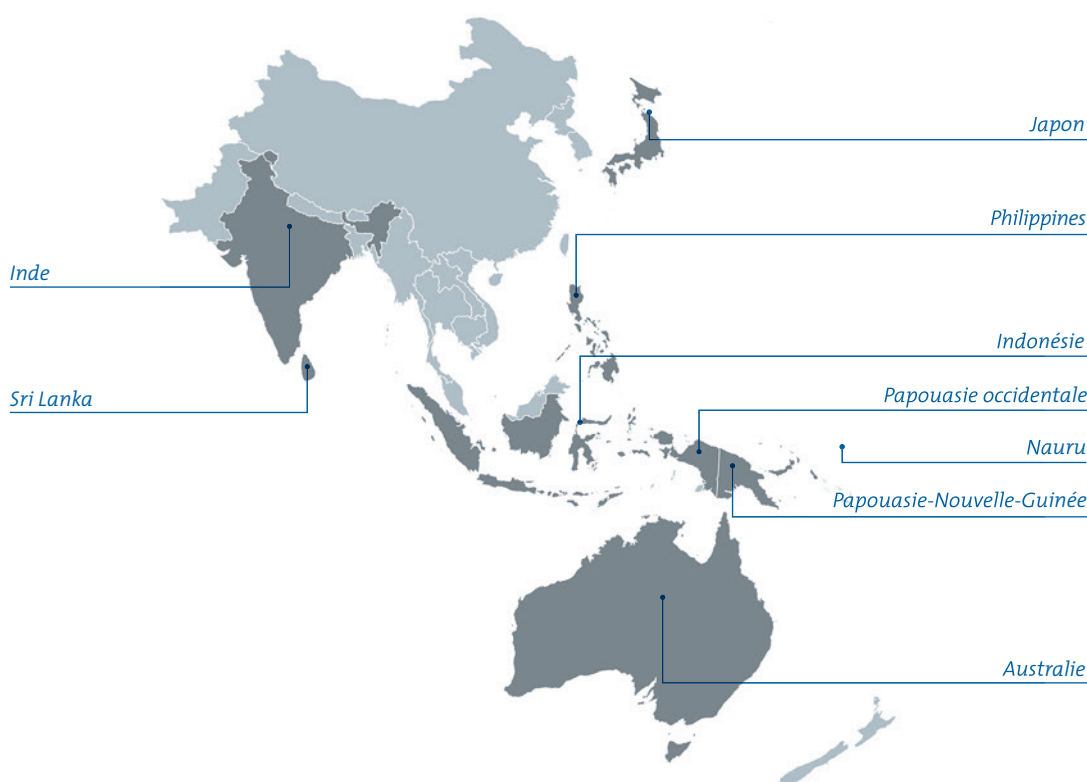


© Paolo Cravero
Femme en Indonésie.

Franciscans International m'a donné la possibilité de parler au nom des réfugiés, afin qu'ils aient aussi une voix.

Carol Hucker,
ex-intervenante en santé mentale
au centre de traitement de l'île de
Manus, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Pays cibles



[Travailler avec FI] m'a aussi donné une certaine confiance en moi. Avant, je me sentais plutôt « petite », considérée comme une « quantité négligeable » lorsque je traitais avec notre réseau de plaidoyer ici en Papouasie. En me sentant soutenue par un réseau international, j'ai commencé à parler plus clairement et à ouvrir la voie pour que nos partenaires du réseau puissent accéder à l'international.

Ms. Yuliana Langowuyo,
directrice Justice Paix et Intégrité de
la Création, Franciscains Papouasie

Malgré quelques modifications cosmétiques des politiques en place - résultat de la pression internationale sur les exécutions extrajudiciaires - la situation globale des droits de l'homme dans le pays demeure précaire.

Australie

En 2017, Franciscans International s'est activement impliqué pour garantir les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés souhaitant atteindre l'Australie.

Au cours des cinq dernières années, l'Australie a contourné ses obligations internationales en refusant d'assurer la protection des réfugiés et demandeurs d'asile arrivant par bateau sur ses côtes. Dans le cadre d'une politique controversée, dont l'objectif affiché est de décourager la traite des personnes et les décès en mer, l'Australie a placé ces derniers dans des centres de rétention sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru.

Le Centre de traitement offshore de l'île de Manus, où seuls des hommes sont détenus, a été au centre du débat. Des violations des droits de l'homme, dont des cas de détention arbitraire, ont été signalées à plusieurs reprises. Le non-respect d'autres droits (à l'alimentation, à l'eau, aux installations sanitaires, etc.) a également été constaté. Enfin, le processus de traitement des demandes d'asile s'est avéré aussi flou que déroutant.

Ce centre ayant été déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême de Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2016, il a été fermé par l'Australie en octobre 2017. Entre-temps, de nouvelles violations des droits de l'homme ont été signalées, concernant en particulier le droit à la santé et au bien-être des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Des activités de plaidoyer ont été menées auprès de l'ONU par Franciscans International et ses partenaires afin d'inciter le gouvernement australien à respecter et protéger les droits de l'homme des demandeurs d'asile et des réfugiés. Des propositions avancées par Franciscans International concernant le principe de non-refoulement et de protection ont notamment été insérées dans les observations finales du sixième rapport périodique de l'Australie par le Comité des droits de l'homme.

Sri Lanka

Le processus de justice transitionnelle actuellement en cours au Sri Lanka est un autre thème sur lequel le bureau Asie-Pacifique s'est concentré l'année dernière.

Malgré les engagements pris par le gouvernement du Sri Lanka devant les Nations Unies depuis 2015, la mise en œuvre insuffisante de ses obligations en matière de droits de l'homme, de promotion de la réconciliation et d'établissement des responsabilités suscite de sérieuses préoccupations. Nos partenaires locaux ont notamment souligné que tant les plaintes des victimes que les protestations formulées par les familles de disparus, de sans-terre, de chômeurs, de travailleurs, etc. sont restées sans réponse de la part du gouvernement.

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer au Sri Lanka, Franciscans International a soutenu une consultation des organisations œcuméniques ayant pour but la préparation d'une soumission en vue de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Sri Lanka. A Genève, nous avons collaboré au processus de l'EPU, en soulignant l'impact négatif qu'a la forte présence militaire dans le nord du pays sur le processus de justice transitionnelle, ainsi qu'avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Franciscans International et ses partenaires ont, en outre, organisé une manifestation en marge de la 34e session du Conseil des droits de l'homme, axée sur des problématiques telles que les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la restitution des terres, les discriminations ethniques, linguistiques et religieuses, ainsi que la violence sexuelle envers les femmes et les filles.



© FI/Paolo Cravero
 Évènement en marge du Conseil des Droits de
 l'Homme, portant sur la liberté religieuse au Sri Lanka.

Okinawa, Japon

Okinawa est l'une des îles les plus méridionales du Japon. Sa population parle une langue particulière, différente du japonais. L'île est principalement habitée par le peuple autochtone Ryukyu et les colons japonais. Une base militaire américaine occupe près de 30 % de ses terres. Autrement dit, l'archipel abrite près de 70 % des bases militaires américaines au Japon. Okinawa a fait face à plusieurs défis en matière de droits de l'homme, essentiellement liés à la présence des installations militaires américaines, et concernant particulièrement les droits des peuples autochtones et la liberté d'expression.

Alerté par les témoignages de partenaires locaux et soutenu par les informations compilées par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Franciscans International s'est activement engagé pour attirer l'attention internationale sur la situation d'Okinawa.

Dans ce but, en collaboration avec nos partenaires, nous avons documenté les incidents impliquant des journalistes, des manifestants pacifiques, ainsi que la discrimination systématique à l'égard du peuple autochtone de l'archipel. Franciscans International a suivi de près le cas du défenseur des droits de

l'homme et activiste Hiroji Yamashiro, leader du mouvement de protestation non-violent contre la base militaire américaine. Arrêté en octobre 2016, M. Yamashiro a passé cinq mois en détention et a été libéré grâce à des pressions nationales et internationales.

Franciscans International a plaidé en faveur de la liberté d'expression et des droits des peuples autochtones dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) du Japon. Nous avons présenté deux rapports de suivi au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, et avons fait des déclarations sur ces questions au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. En collaboration avec des représentants de la société civile d'Okinawa, nous avons également organisé un événement en marge du 35^e Conseil des droits de l'homme, en juin, où les partenaires de terrain, dont M. Yamashiro, ont débattu sur les défis auxquels font face les habitants d'Okinawa. Grâce à ce travail, plusieurs propositions de Franciscans International ont été reflétées dans les recommandations de l'EPU faites au Japon, notamment sur la liberté d'expression et les droits des peuples autochtones d'Okinawa.

Rapport Financier 2017

Revu par PricewaterhouseCoopers SA

CHF

Revenus

Congrégations et Ordres franciscains (sans restriction)	275'912
Fonds franciscains (restreint)	217'474
Organismes de financement et fondations	430'098
Autres donations	130
Total des revenus	923'614

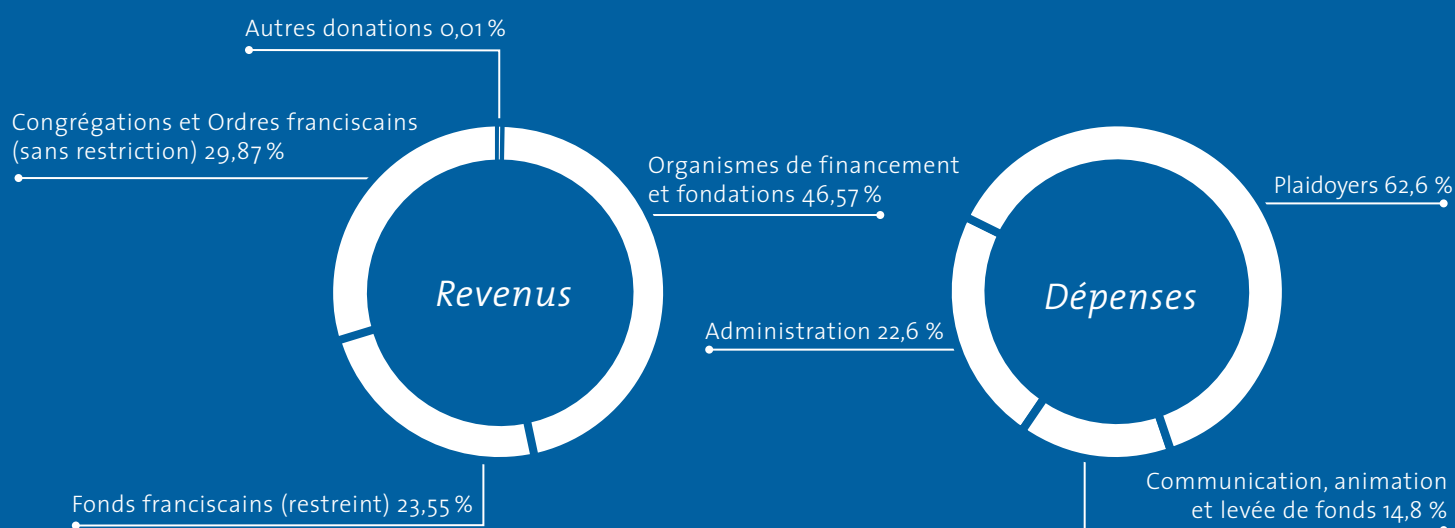
Dépenses

Plaidoyers	661'080
Communication, animation et levée de fonds	156'782
Administration	238'771
Total des dépenses d'exploitation	1'056'633

Revenus et dépenses hors exploitation 27'222

Résultats de l'année -105'797*

*Les recettes de l'année 2017 ont été insuffisantes pour permettre à Franciscans International de couvrir toutes ses dépenses. Le déficit de 105'797 CHF a été couvert par les ressources du fonds de réserve, mis en place à cette fin durant les années précédentes.



Aidez-nous à protéger les droits de l'homme

Franciscans International est entièrement tributaire de donations provenant d'ordres franciscains et de congrégations, d'organismes et d'institutions de financement, de paroisses et d'individus partageant les valeurs franciscaines de solidarité, paix, justice sociale et de respect de l'environnement. Avec votre participation, nous pouvons faire une différence et continuer à protéger les droits de l'homme.

Suisse

Nom du titulaire du compte: Franciscans International / Adresse du titulaire du compte: Rue de Vermont 37-39, CH 1202 Genève / Nom de la banque: UBS SA / Adresse: Route de Florissant 59, CH 1206 Genève / SWIFT/BIC: UBSWCHZH80A / Numéro de clearing / Numéro de compte en CHF: 240-357384.01F / IBAN: CH69 0024 0240 3573 8401 F / Numéro de compte en EUR: 240-357384.61W / IBAN: CH85 0024 0240 3573 8461 W

Etats Unis d'Amérique

Nom du titulaire du compte: Franciscans International / Adresse du titulaire du compte: 246 E. 46th St., / Apt. 1F, New York, NY 10017-2937 / Nom de la banque: JPMorgan Chase Bank / Adresse de la banque: 1 United Nations Plaza, / New York NY 10017 USA / Numéro de compte: 292500458265 / Numéro ABA: 021000021 / Devise du compte: USD



© FI/Etienne Chénier-Lafèche
Art de rue au Brésil invitant à l'espoir, la justice et l'hospitalité.

/ Remerciements aux donateurs /

Franciscans International tient à exprimer sa profonde gratitude aux ordres et congrégations franciscains, aux donateurs individuels, ainsi qu'aux entités suivantes pour leur généreux soutien financier en 2017 :

Adoff (Pays-Bas), Adveniat (Allemagne), Brot für die Welt (Allemagne), Fastenopfer (Suisse), Franciscan Foundation (États-Unis), Franziskaner Mission (Allemagne), Misan Cara (Irlande), Misereor (Allemagne), Missionszentrale der Franziskaner (Allemagne), Rose Marie Khoo Foundation (Singapour-Suisse), Trócaire (Irlande).

L'équipe de Franciscans International

Markus Heinze, OFM

Directeur exécutif

Sandra Ratjen

Directrice du plaidoyer international et
Directrice exécutive adjointe

Etienne Chénier-Lafèche

Coordinateur du Programme Amériques

Enkeleda Papa

Coordinatrice du Programme Afrique

Budi Tjahjono

Coordinateur du Programme
Asie-Pacifique

Lourdes Briones

Chargée des ressources humaines et
des finances

Cédric Chatelanat

Responsable de projets

Paolo Cravero

Chargé de communication

Marina El Khoury

Représentante aux Nations Unies
(New York)

Odile Coirier, FMM

Agente de liaison (New York)

Christian Leo Seno, OFM

Assistant de plaidoyer et de
sensibilisation (New York)

Conseil d'administration internationale

Joseph Rozansky, OFM

Représentant de l'Ordre des Frères
Mineurs (Président)

Jude Winkler, OFM Conv.

Représentant de l'Ordre des Frères
Mineurs Conventuels

Benedict Ayodi, OFM Cap.

Représentant de l'Ordre des Frères
Mineurs Capucins

Kevin Queally, TOR

Représentant du Tiers Ordre Régulier de
Saint François

Clark Berge, SSF

Représentant de la Société de
Saint-François

Carla Casadei, SFP

Représentante de la Conférence
franciscaine internationale des Sœurs et
des Frères du Tiers Ordre Régulier

Ruth Marcus, OSF

Représentante de l'Ordre Franciscain
Séculiers

Markus Heinze, OFM

(Directeur exécutif de Franciscans
International)

Notre vision

Une communauté mondiale où la dignité de chacun est respectée, les ressources partagées équitablement, l'environnement protégé, et où les nations et les peuples vivent en paix.

Notre mission

Nous sommes une voix franciscaine auprès de l'ONU pour protéger les plus vulnérables, les oubliés, et la terre blessée.



Franciscans International
A voice at the United Nations

Geneva:

37-39 rue de Vermont, P.O. Box 104, CH-1211 Genève 20, Suisse,
T +41 22 779 40 10, F +41 22 779 40 12, geneva@fiop.org

New York:

246 East 46th Street 1, New York, NY 10017-2937, États-Unis,
T: +1 917 675 1075, newyork@fiop.org

www.franciscansinternational.org



LinkedIn